

« Un nouveau capitalisme ? »

(Federico Mayor, Francisco Altemir, José Saramago, Roberto Savio, Mário Soares, José Vidal Beneyto)

La crise financière est de retour. Elle met nos économies en pièces et malmène nos vies. Au cours de la dernière décennie, la gravité et la fréquence de ses secousses sont allées de mal en pis. L'Asie du Sud-Est, l'Argentine, la Turquie, le Brésil, la Russie, l'hécatombe de la Nouvelle Économie, prouvent qu'il ne s'agit pas là d'accidents fortuits liés à la conjoncture survenant en surface de la vie économique, mais bien plutôt de manifestations inhérentes au système.

Ces ruptures, qui ont débouché sur une funeste contraction de la vie économique, matérialisée par l'augmentation du chômage et la généralisation des inégalités, pointent du doigt la faillite du capitalisme financier et entraînent la paralysie définitive de l'ordre économique mondial dans lequel nous vivons. Il est donc nécessaire de le transformer radicalement.

Lors d'un entretien avec le président Bush, José Manuel Durão Barroso, président de la Commission européenne, a déclaré que la crise actuelle devait conduire à « un nouvel ordre économique mondial », ce qui est acceptable si cet ordre est guidé par les principes démocratiques de la justice, de la liberté, de l'égalité et de la solidarité, principes qui n'auraient jamais dû être abandonnés.

Les « lois du marché » ont débouché sur une situation chaotique qui a requis un « sauvetage » coûtant plusieurs milliards de dollars, de sorte que, comme cela a été dit avec pertinence, « les bénéfices ont été privatisés et

les pertes ont été nationalisées ». L'on a trouvé de l'aide pour les coupables, mais pas pour les victimes. Il s'agit là d'une occasion historique unique pour redéfinir le système économique mondial dans le sens de la justice sociale.

Il n'y avait pas d'argent pour lutter contre le sida, pas d'argent pour nourrir les affamés... Et l'on assiste aujourd'hui à un véritable torrent financier. Il y avait donc bel et bien des fonds pour sauver de la noyade ceux qui, en favorisant les bulles informatique et immobilière, ont mis à bas l'échafaudage économique de la « mondialisation ».

Les propos du président Sarkozy, selon qui les contribuables devraient supporter le poids de tous ces efforts « pour un nouveau capitalisme », sont donc totalement malencontreux, de même que ceux du président Bush, qui, comme on pouvait s'y attendre, a ajouté qu'il fallait préserver « la liberté du marché » (sans supprimer les subventions agricoles !)...

Non : ce sont les citoyens qui doivent être « sauvés », en favorisant rapidement et avec courage la transition d'une économie de guerre à une économie de développement global, qui mettra fin à cette situation scandaleuse où trois milliards de dollars par jour sont investis dans l'armement, alors que plus de 60 000 personnes meurent de faim dans le même laps de temps. Nous appelons de nos vœux une économie du développement qui ne soit plus basée sur l'exploitation abusive des ressources naturelles qui est la norme aujourd'hui (pétrole, gaz, minéraux, coltan, etc.) et l'application de règles établies par des Nations unies refondées – qui engloberaient le Fonds monétaire international, la Banque mondiale « pour la reconstruction et le développement » ainsi qu'une Organisation mondiale du commerce qui ne serait pas un club privé de

nations mais une institution de l'ONU. Ces Nations unies refondées disposeraient de moyens propres, humains et matériels, pour exercer leur autorité juridique et éthique de manière efficace.

Des investissements dans les énergies renouvelables, la production d'aliments (agriculture et aquaculture), l'approvisionnement en eau, la santé, l'éducation, le logement, etc., sont nécessaires pour que le « nouvel ordre économique » soit enfin démocratique et au service de la population. Le mensonge de la mondialisation et de l'économie de marché doit prendre fin ! La société civile ne sera désormais plus un spectateur résigné et, si cela s'avère nécessaire, elle mobilisera tout le pouvoir citoyen qu'elle possède aujourd'hui, à l'heure des technologies modernes de la communication.

« Un nouveau capitalisme » ? Non !

Voici venu le temps du changement à l'échelle publique et individuelle.
Voici venu le temps de la justice.

Federico Mayor Zaragoza, Francisco Altemir, José Saramago, Roberto Savio, Mário Soares, José Vidal Beneyto